

N°373
JUN
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

MAINTIEN DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT POUR L'ANNÉE 2021 SUITE À LA PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2021

Un projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2021 a été présenté en Conseil des ministres le 2 juin dernier pour financer les mesures de soutien mises en place par le Gouvernement et accompagner la relance. Dans ce contexte, le besoin de financement de l'État s'inscrit en hausse de 44,7 milliards d'euros par rapport au montant inscrit en loi de finances initiale (LFI) pour 2021 pour s'établir à 337,7 milliards d'euros, dont 219,5 milliards d'euros pour le financement du déficit contre 173,3 milliards d'euros en LFI.

En milliards d'euros	2020 Exécution (Projet de loi de règlement)	2021 LFI	2021 PLFR
Besoins de financement			
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,1	118,3	118,3
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	117,5	117,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,6	0,8	0,8
Amortissements des autres dettes	0,5	0,0	0,0
SNCF Réseau - amortissements	1,7	1,3	1,3
Déficit à financer	178,1	173,3	219,5
Autres besoins de trésorerie	-6,9	0,1	-1,4
Total	309,5	293,0	337,7
Ressources de financement			
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	260,0	260,0	260,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0	0,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	54,7	19,5	19,5
Variation des dépôts des correspondants	27,8	7,0	3,9
Variation des disponibilités du Trésor	-63,4	0,0	47,8
Autres ressources de trésorerie	30,4	6,5	6,5
Total	309,5	293,0	337,7

Cette augmentation du déficit résulte du plan d'urgence face à la crise sanitaire. Il comprend 15 milliards d'euros de nouvelles mesures et 28,8 milliards d'euros de reports de crédits votés, financés mais non consommés en 2020. En effet, en janvier 2021, le déficit budgétaire constaté pour 2020, de 178,1 milliards d'euros, s'est établi à un niveau inférieur de 45,2 milliards d'euros à celui qui avait été anticipé en quatrième loi de finances rectificative pour 2020 publiée le 1er décembre 2020. Les dispositifs de soutien ont été moins sollicités qu'envisagé fin 2020. Dans ce contexte, les ressources de financement mobilisées en 2020 se sont traduites par une augmentation de 63,4 milliards d'euros du niveau du compte du Trésor entre fin 2019 et fin 2020. Ces reports et les nouvelles mesures budgétées dans le PLFR 2021 sont essentiellement liés au fonds de solidarité pour les entreprises ainsi qu'à la prise en charge de l'activité partielle, à la compensation des allègements de charges de la sécurité sociale et au renforcement des participations de l'État.

La hausse du besoin de financement associée à ce PLFR sera financée par une contribution de 47,8 milliards d'euros du compte du Trésor. Le programme de financement de l'État restera ainsi inchangé par rapport à la LFI pour 2021 : les émissions de dette à moyen et long terme, nettes des rachats sont maintenues à 260 milliards d'euros tandis que la variation de l'encours de dette de court terme (BTF) s'élèvera à 19,5 milliards d'euros supplémentaires comme prévu en LFI pour l'année 2021.

La France a émis au premier semestre 2021 un montant de 154,8 milliards d'euros¹ de dette à moyen et long terme, net des rachats, et réalisé environ 60 % du programme de financement, soit un niveau comparable à l'an dernier à la même période. Les conditions de marché demeurent très favorables : le coût de financement à moyen et long terme de la France s'établit à un taux toujours négatif de -0,04 % à fin juin, contre -0,13 % sur l'ensemble de l'année 2020.

¹Émissions à fin juin et rachats à fin mai, les volumes des rachats étant publiés à M-1

Fervents partisans de NextGenerationEU... : Nous considérons depuis le début que le fond de relance change la donne. En effet, des émissions conjointes réduisent le risque d'éclatement de la zone euro tout en créant un nouvel actif sûr en euros, et la priorité donnée à l'investissement et aux pays de la périphérie peut avoir un effet colossal sur la croissance, notamment italienne.

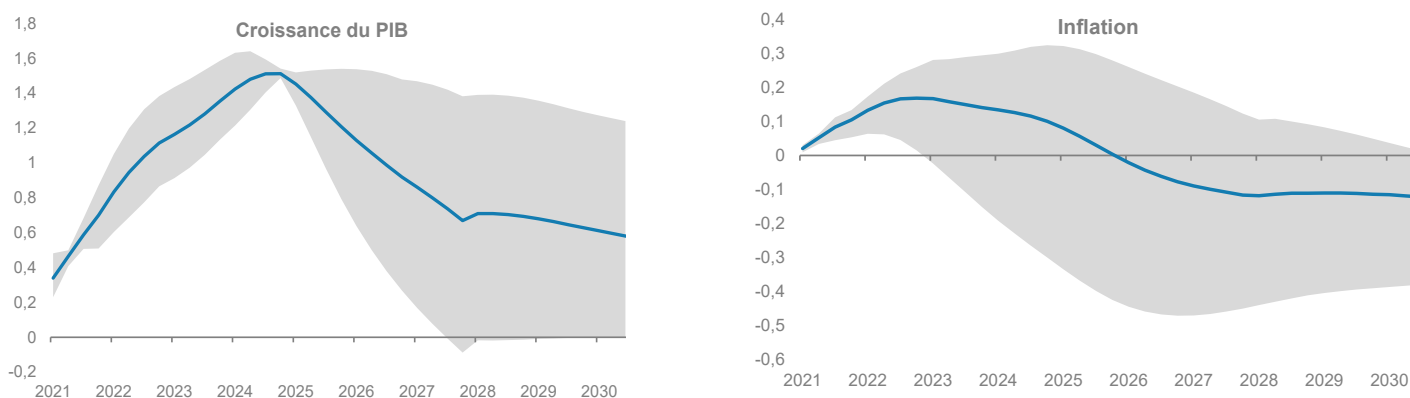
L'Europe institutionnelle s'est montrée prudente : Toutefois, les estimations de la Commission européenne, de la BCE et de la plupart des gouvernements des États membres sont relativement prudentes. La Commission comme la Banque centrale estiment que l'effet du plan de relance atteindra un pic en 2026, avec un surplus de croissance de 1,75 point de pourcentage (pp) pour la zone euro dans son ensemble. Le plan de relance s'élevant à environ 5 % du PIB de la zone euro, le multiplicateur, « au pic », devrait avoisiner 0,3 à 0,4.

Pourquoi nous nous montrons plus optimistes : Nous avons trois raisons de penser qu'un multiplicateur plus élevé, proche de 0,6, est plus plausible, ce qui porterait à 3 pp le surplus de croissance à la fin du programme en 2026, par comparaison avec la plupart des prévisions officielles. Tout d'abord, l'investissement public tend à engendrer un effet multiplicateur plus important que les hausses des dépenses courantes ou les baisses d'impôt dans la mesure où l'impulsion se transmet plus progressivement vers les importations et l'épargne. Par ailleurs, l'estimation de la Commission nous semble prudente, et bien en dessous des estimations du Bureau du budget du Congrès des États Unis, de l'OCDE et du Plan Juncker sur le multiplicateur de l'investissement public. Ensuite, le multiplicateur des relances engagées dans des économies plus atones, comme celles de l'Espagne et de l'Italie, a tendance à être plus élevé, puisqu'il y a davantage de marge de progression afin que la hausse de l'offre ne s'ajuste à celle de la demande. Enfin, une relance budgétaire produit davantage d'effet lorsque les taux sont proches du plancher, avec peu de risque que l'expansion entraîne un effet d'éviction du secteur privé via un renchérissement des taux. De fait, nous pensons qu'un "effet d'entraînement" significatif pourrait être conséquent, les investisseurs se montrant plus disposés à investir dans des économies très endettées à la croissance faible lorsque les perspectives de croissance repartent à la hausse.

Un effet sur l'inflation plus nuancé : L'effet de NextGenerationEU sur l'inflation est sans doute plus ambigu que l'effet sur la croissance. Premièrement, la faiblesse significative constatée sur le marché du travail signifie que la relance se traduira dans une plus grande mesure par une croissance réelle plus forte plutôt que par une pression accrue sur les prix, c'est-à-dire qu'un multiplicateur plus élevé s'accompagne de moindres pressions inflationniste. Deuxièmement, le plan de relance entraînera au fil du temps un déplacement vers la droite de la courbe, c'est-à-dire un accroissement de l'offre agrégée, grâce aux réformes et à l'investissement, dynamisant la croissance potentielle et exerçant une légère pression à la baisse sur les prix. En Italie, par exemple, nous considérons que les réformes mises en œuvre dans le cadre du plan de relance peuvent structurellement produire un accroissement de la population active, ce qui renforcerait l'offre sur le du marché du travail et pèserait sur l'inflation. À court terme, il est probable que l'accélération de la demande prévale, tandis qu'en fin de parcours, c'est l'accroissement de l'offre qui devrait prédominer.

Les effets de NextGenerationEU sur la croissance et l'inflation

Sources : Bańkowski et al. (2021), équipe de recherche de Morgan Stanley.



À noter : le trait plein représente l'effet moyen suivant les trois modèles différents employés (EAGLE, ECB-BASE et les modèles BME) et les zones grisées symbolisent les minima et les maxima.]

NB : cette tribune de l'Agence France Trésor offre à des économistes l'opportunité d'exprimer leurs vues personnelles. En conséquence, l'article ci-dessus reflète strictement les vues de son auteur et ne devrait pas être tenu pour représenter le point de vue de l'Agence France Trésor ou du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. Cet article se fonde sur des études publiées le 18 juin 2021 par l'équipe de recherche de Morgan Stanley. Il ne constitue pas une offre d'achat ou de vente de valeur mobilière ou d'instrument financier, ni de participation à une stratégie d'achat-vente. Pour les dernières communications importantes relevant de Morgan Stanley, veuillez consulter le site web des communications de Morgan Stanley : <https://www.morganstanley.com/eqr/disclosures/webapp/generalresearch>

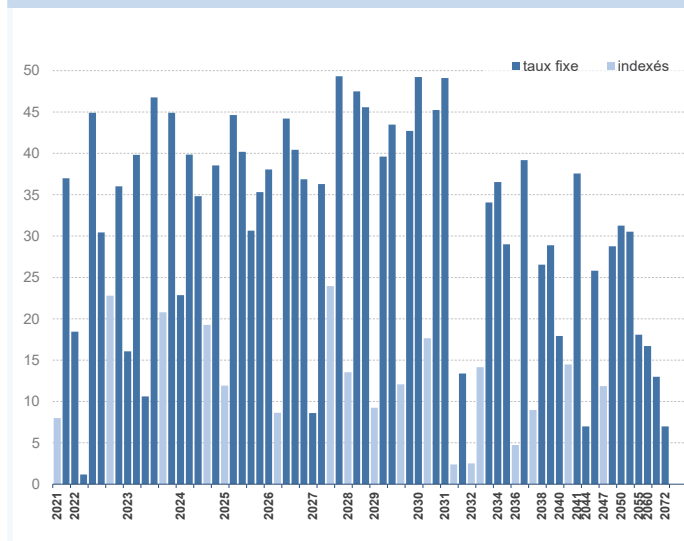
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juillet 2021	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
Août 2021	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/09	23	9	23

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2021

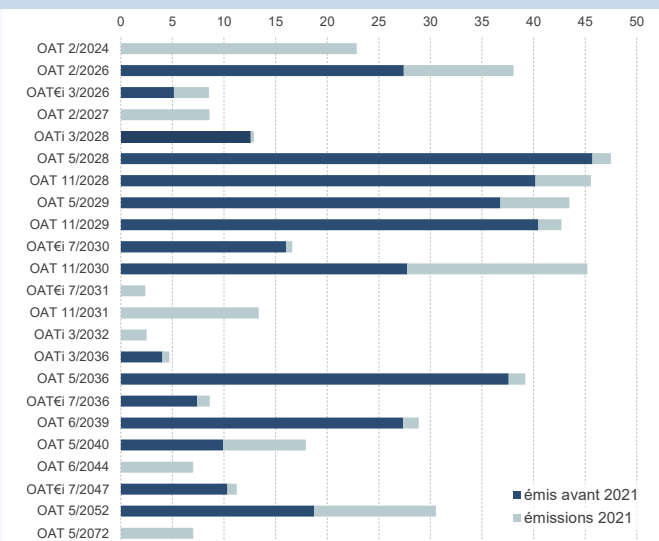
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MAI 2021

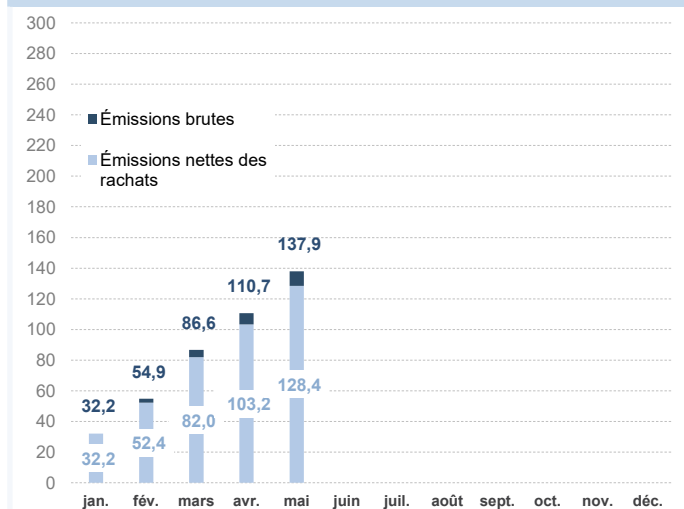
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 MAI 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MAI 2021

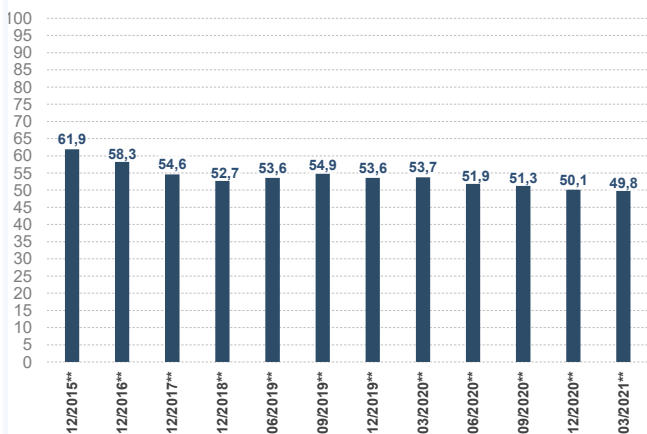
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
juin-21	0,5	
juil-21	2,5	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,5	
déc-21		
janv-22		
févr-22		18,4
mars-22	0,5	
avr-22	10,5	46,1
mai-22	8,3	30,4

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1^{ER} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



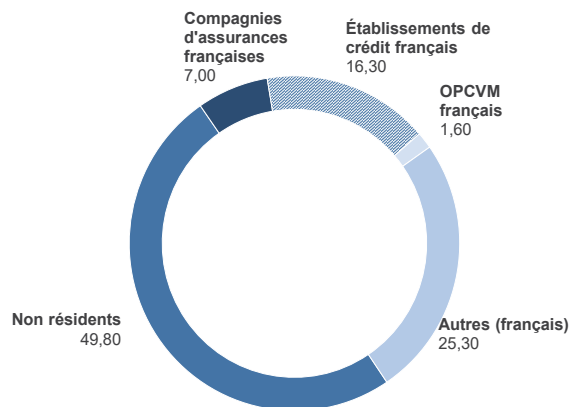
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1^{ER} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2021

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 897 278 531 265
Encours démembré	58 185 371 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 68 jours
Total dette à court terme	160 201 000 000
Durée de vie moyenne	125 jours
Encours total	2 057 479 531 265
Durée de vie moyenne	8 ans et 182 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 MAI 2021

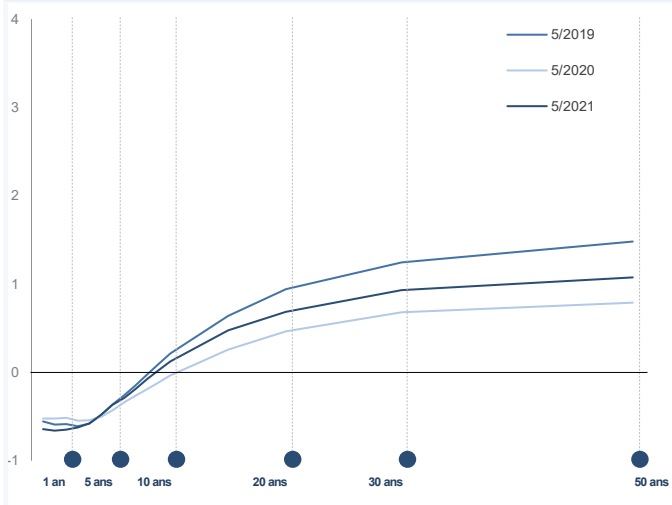
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin avril 2021	Fin mai 2021
Encours de la dette négociable	1 756	1 823	2 001	2 051	2 057
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	221	227
Moyen et Long Terme	1 644	1 716	1 839	1 890	1 897
Court Terme	113	107	162	161	160
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	336 jours	63 jours	73 jours	169 jours	182 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

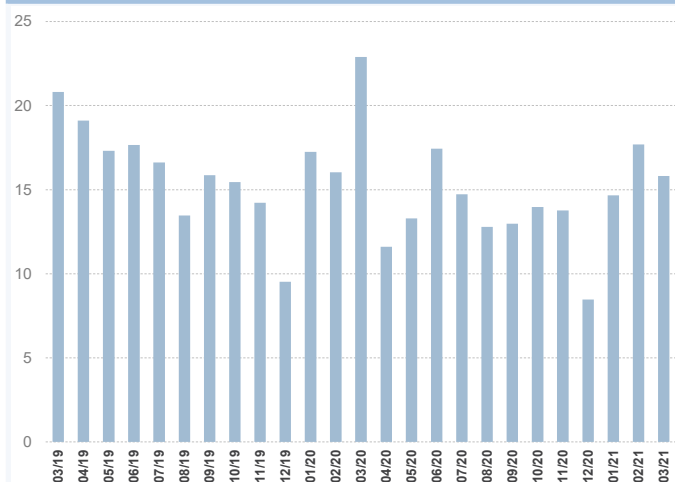
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

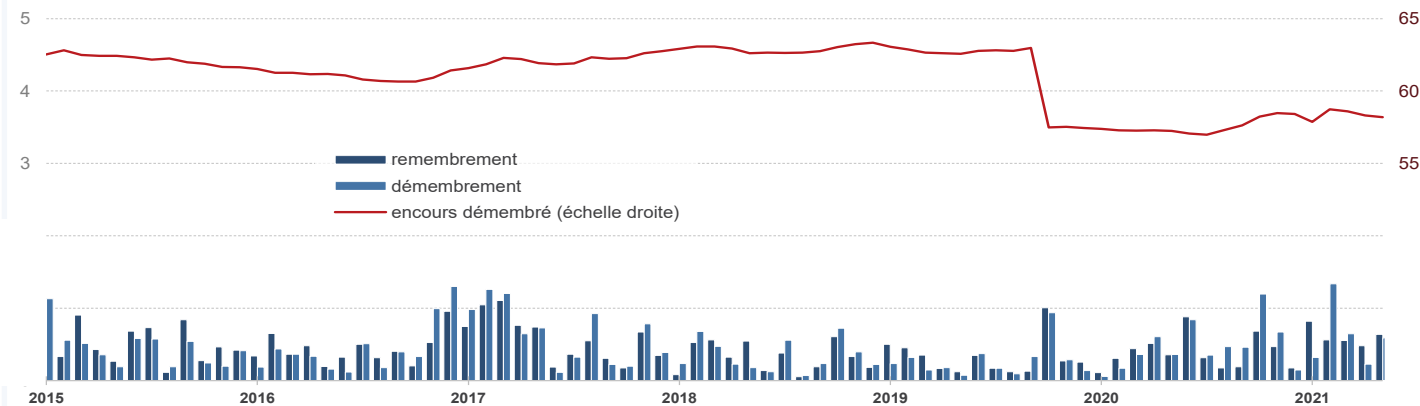
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

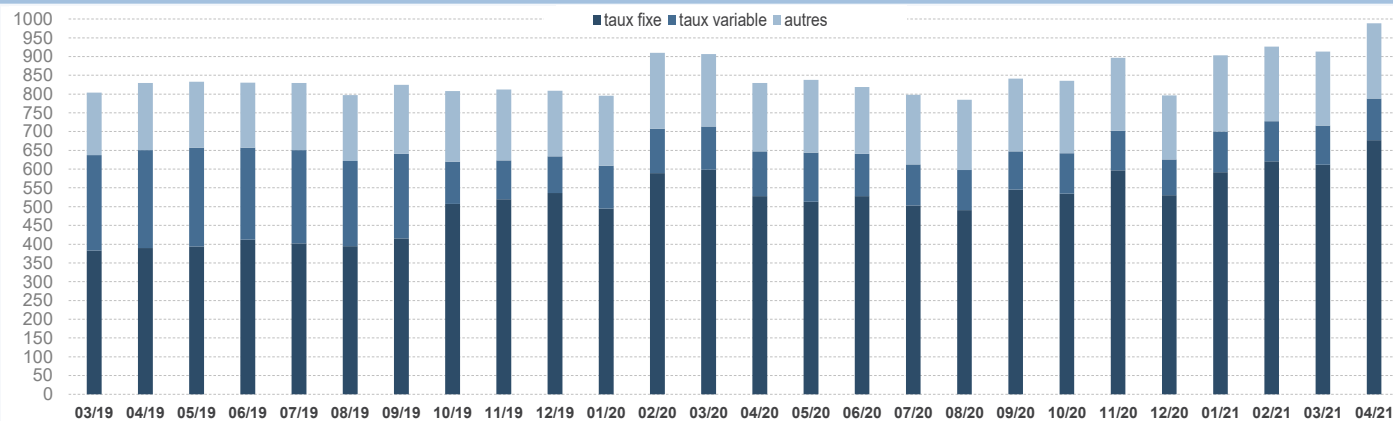
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT



DETTE À COURT TERME AU 31 MAI 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461765	BTF 9 juin 2021	6 090 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	13 871 000 000
FR0126461773	BTF 23 juin 2021	5 132 000 000
FR0126461781	BTF 30 juin 2021	5 656 000 000
FR0126750688	BTF 7 juillet 2021	5 090 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126750696	BTF 21 juillet 2021	5 692 000 000
FR0126461799	BTF 28 juillet 2021	6 068 000 000
FR0126750704	BTF 4 août 2021	5 446 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126750712	BTF 18 août 2021	5 226 000 000
FR0126461807	BTF 25 août 2021	5 982 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126750746	BTF 22 septembre 2021	6 982 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126750761	BTF 20 octobre 2021	5 853 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 758 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	7 690 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	2 608 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 31 MAI 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2021		44 992 198 300				
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 001 198 300 (1)	1,05906	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
Échéance 2022		153 750 544 300				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	18 441 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 168 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	44 908 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 429 000 000			0	x
FR0010899765	OATe 1,10 % 25 juillet 2022	22 796 604 310 (1)	1,14827	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 007 000 000			0	
Échéance 2023		178 947 950 463				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 321 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 790 754 560 (1)	1,15197	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			443 985 000	
Échéance 2024		155 305 300 700				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	22 852 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OATe 0,25 % 25 juillet 2024	19 268 300 700 (1)	1,07530	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 MAI 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2025		162 698 705 138				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 918 777 020 (1)	1,05002	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 809 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
Échéance 2026		168 184 478 840				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	38 047 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	8 623 478 840 (1)	1,00883	8 548 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
Échéance 2027		118 145 232 800				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	8 591 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 944 232 800 (1)	1,13158	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			66 943 600	
Échéance 2028		106 630 659 897				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 535 262 240 (1)	1,04827	12 912 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	47 500 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	45 564 000 000			0	x
Échéance 2029		147 093 950 557				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 239 587 890 (1)	1,01881	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 288 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	43 473 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 062 482 209 (1)	1,31326	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		112 092 533 370				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	17 634 533 370 (1)	1,06149	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	45 225 000 000			0	x
Échéance 2031		64 880 624 300				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	2 394 624 300 (1)	1,01039	2 370 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	13 379 000 000			0	x
Échéances 2032 et plus		484 556 352 600				
FR0014003N51	OATi 0,10 % 1 mars 2032	2 515 677 560 (1)	1,00748	2 497 000 000	0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14 155 331 840 (1)	1,30874	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 660 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 395 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 731 618 900 (1)	1,00459	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	39 188 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	8 979 832 500 (1)	1,04114	8 625 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	17 929 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 483 467 570 (1)	1,21231	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 421 899 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	7 000 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			756 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	11 863 101 630 (1)	1,05647	11 229 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			665 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			111 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	30 529 000 000			314 100 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			11 135 018 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 705 904 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 270 800 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	7 000 000 000			30 400 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	13,9 %	04/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	8,0 %	05/2021
Taux de chômage (BIT)	8,1 %	T1-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,4 %	05/2021
• ensemble hors tabac	1,3 %	05/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,2 Md€	04/2021
" "	-6,1 Md€	03/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-1,4 Md€	04/2021
" "	-2,2 Md€	03/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,10 %	30/6/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	30/6/2021
Euro / dollar	1,19	30/6/2021
Euro / yen	131,36	30/6/2021

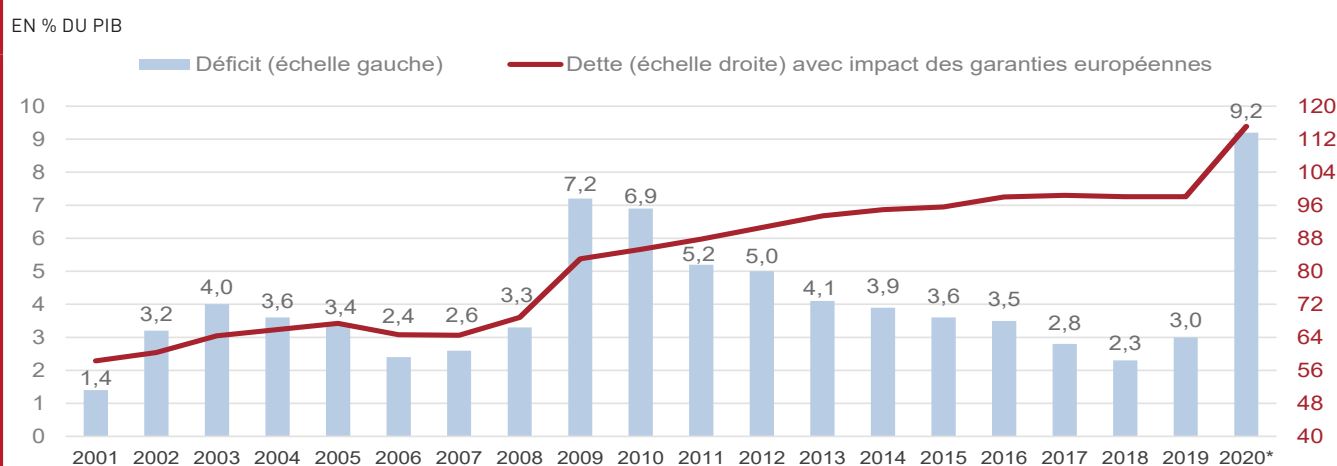
* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

			niveau à la fin avril		
	2019	2020	2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-47,46	-69,67	-77,23
Recettes	301,07	282,69	88,72	80,06	86,24
Dépenses	397,98	455,37	136,18	149,73	163,48
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-19,75	-22,46	-14,13
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-67,22	-92,12	-91,37

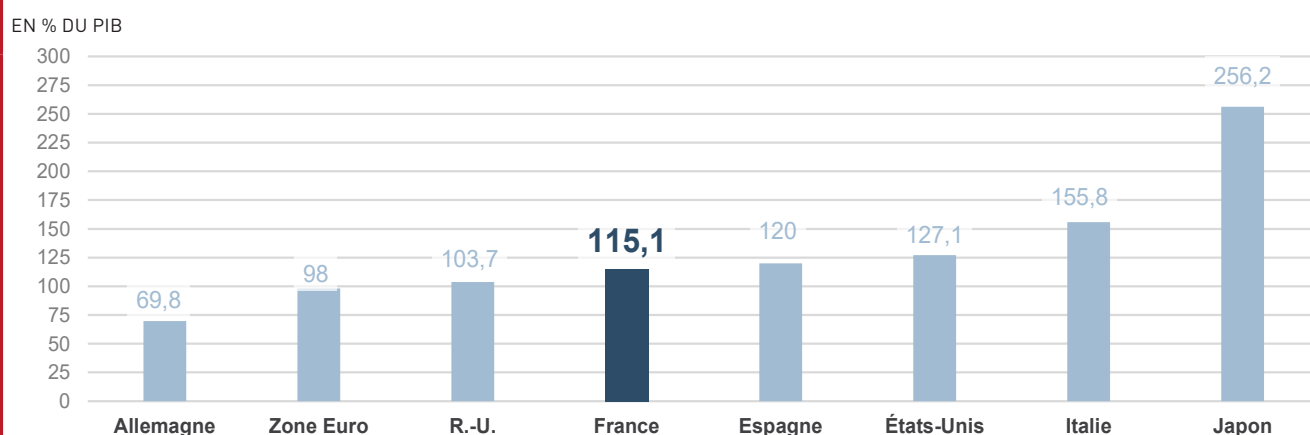
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUILLET 2021 

7 Commerce extérieur en valeur en mai	7 Balance des paiements en mai	9 Indice de la production en mai	13 Indice des prix à la consommation en juin	15 Réserves nettes de change en juin	16 Inflation (IPCH) : indice de juin
23 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juillet	23 Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en juillet	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juillet	29 Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	30 Comptes nationaux trimestriels : 2ème trimestre 2021 (1ère estimation)	

AOÛT 2021 

5 Indice de la production industrielle en juin	6 Commerce extérieur en valeur en juin	6 Balance des paiements en juin	6 Estimation flash de l'emploi salarié (deuxième trimestre)	13 Résultats définitifs de l'indice des prix à la consommation en juillet	13 Réserves nettes de change en juillet
18 Inflation (IPCH) : indice de juillet	26 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en août	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en août	31 Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	31 Indice des prix à la consommation (provisoire) en août	31 Comptes nationaux trimestriels: 2ème trimestre 2021 (résultats détaillés)

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».